

COURRIER DES LECTEURS

A propos de L'Actualité Chimique

Lors d'une conversation, je vous avais dit combien je trouvais nécessaire et indispensable de repenser le contenu et la présentation de *L'Actualité Chimique* qui, à mon avis, ne correspondait pas aux attentes des chimistes aujourd'hui, tout au moins de la jeune génération. J'ai sous les yeux le numéro 3, daté mai-juin 1993, selon la nouvelle formule. Permettez moi de le commenter.

La lettre de Gérard Montel, définit assez bien ma position. *L'Actualité Chimique* doit assurer une liaison entre tous les chimistes, ceux de l'industrie, les enseignants des universités, des écoles, de l'enseignement secondaire et des classes préparatoires ainsi que les chercheurs des grands établissements (CNRS, INRA, etc.). C'est à ce prix qu'elle trouvera une large audience. Sinon, elle restera confidentielle et n'arrivera sur la table de quelques vieux chimistes comme moi, par fidélité.

L'éditorial de Gilbert Balavoine, sur les perspectives européennes, résume bien les travaux de la session plénière du Comité National de la Recherche Scientifique à Strasbourg. Peut-être aurait-il pu se poser la question du coût d'une telle opération au moment où le CNRS a été obligé de réduire les crédits de recherche des laboratoires, déjà bien maigres. Mais, c'est vrai, la conférence de Wolf Lepenies valait le déplacement et on a pu faire connaissance avec notre nouveau ministre. Sans forcément être polémique, mais sereinement, un peu à la mode anglo-saxonne, ne peut-on pas dans ce genre de présentation faire apparaître le pour et le contre ?

J'ai beaucoup apprécié la présentation d'Alain Lablache-Combié concernant les IUP. Voilà le genre de mise au point engagée qui doit intéresser beaucoup de lecteurs. C'est vivant, clair, bien sûr vu d'un point de vue d'un directeur d'école qui s'est senti agressé par le boulimisme et l'autoritarisme de Claude Allègre. Peut-être aurait-il pu faire référence au très intéressant livre que vient de publier ce dernier - "L'âge des savoirs" chez Galimard - qui retrace, entre autre, avec

beaucoup de vigueur, de finesse et d'intelligence, la politique qu'il a menée comme conseiller spécial de Lionel Jospin.

NDLR : comme indiqué au terme de l'article d'Alain Lablache-Combié, celui-ci a été rédigé en janvier 1993, bien avant la sortie du livre de Claude Allègre.

Quant à la version idyllique de l'IUP de Nantes, très peu pour moi ! Avec une classe de 70 élèves, je sais faire. Je craque quand j'ai devant moi 250 nouveaux bacheliers en première année de Deug B, qui, pour un bon nombre, lorsqu'on leur demande ce qu'ils comptent faire à l'université, vous répondent : "Vous avez une autre solution, à mon problème de formation professionnelle ?" La présentation de Robert Chiron aurait pu être tempérée par une analyse plus fine du problème. Mais qui, au comité de lecture, connaît ces problèmes ?

NDLR : bon nombre de collègues, mais nous touchons ici aux limites de la liberté d'expression que L'Actualité Chimique veut respecter.

J'ai calé sur les articles de Samir Zard et de Michel Leconte. Je pense que ces textes, tels qu'ils sont rédigés, ne sont pas adaptés au public de *L'Actualité Chimique*. Je ne mets en cause ni la qualité, ni l'originalité des travaux décrits, mais le fait qu'ils soient rédigés comme des articles destinés à un périodique lu par des chercheurs. Les figures sont à peine lisibles. Ils s'adressent à des chercheurs et encore, de la partie. Peut-être suis-je trop vieux ou trop physico-chimiste, mais j'ai perdu pied dès le deuxième paragraphe

Or, je lis régulièrement des présentations scientifiques dans des domaines qui ne sont pas le mien dans d'autres revues scientifiques de sociétés et je n'ai jamais cette impression "d'être largué". Il faut rendre ce type d'article attractif pour tous les chimistes. Avec un effort de présentation, on peut donner à tous l'impression d'être intelligent. Pourquoi pas notre *Actualité Chimique* ? On ne peut pas laisser au seul chercheur la responsabilité de rédiger un article destiné à un large public, même averti.

NDLR : L'Actualité Chimique aspire à être lu par des chercheurs, en tout cas par des chimistes susceptibles de s'intéresser à une diversité de sujets d'actualité. Toutefois, le Professeur Jousot-Dubien soulève ici un problème réel et difficile.

Que ces quelques réflexions ne troublent pas votre bonne volonté d'améliorer notre périodique de liaison. La tâche n'est pas facile car il faut reconquérir toute une classe de chimistes qui ne se sentent pas concernés par la vie de notre Société Française de Chimie, telle qu'on la leur présente.

Prof. Jacques Jousot-Dubien

*Laboratoire de physique
des interactions ondes-matière,
École Nationale Supérieure de Chimie et
de Physique de Bordeaux*

Trou d'ozone

J'ai, bien sûr, lu avec le plus grand intérêt l'article fort compétent de M. D. Cariolle (*L'Actualité Chimique*, 1993, n°4, p. 27) mais, sans rechercher la polémique, je pose quelques questions :

1. Pourquoi, comme tous les scientifiques partisans de l'alarmisme délibéré, créé par les campagnes à l'échelle mondiale, et dès lors onéreuses à l'extrême, sur les prétendues menaces climatiques, omet-il de citer les arguments de ses collègues spécialisés (parmi lesquels je ne me place pas) et hautement compétents opposés à cet alarmisme ?

2. Comment juge-t-il le silence des "découvreurs", en 1985, du "trou d'ozone antarctique", silence repris par tous les adversaires des CFC, sur le fait que G. Dobson (entre autres) l'avait mis en évidence dès l'Année Géophysique Internationale, 1956-1957, bien avant que les CFC n'aient commencé leurs prétendus ravages ? Si l'on avoue que ce "trou" existait en 1956 dans la couche à ozone, on se trouve dans l'obligation de reconnaître qu'il est d'origine naturelle ce qui innocente les CFC. Tandis que placer sa "découverte" en 1985...

3. Pourquoi ne jamais répondre à mon argument sur l'importance relative de CO₂ et de H₂O dans l'effet de serre ? Cette importance relative est mise en évidence, pour une teneur en CO₂ identique partout, mais pour des teneurs en H₂O extrêmement variables entre zones tropi-

suite p. 6

cales et zone équatoriale, par l'ordre de grandeur qui sépare l'écart des températures maximales diurnes et minimales nocturnes (5 à 6 °C en zone équatoriale humide, 45 à 55 °C en zone désertique sèche), différence qui met en évidence le rôle essentiel de la vapeur d'eau dans l'effet de serre ?

Haroun Tazieff

Ancien ministre,

Président de la commission Environnement de la région Rhône-Alpes

Développement, et énergie en Méditerranée

Votre analyse du dossier "Développement et environnement : sauver la Méditerranée*", (*L'Actualité Chimique*, 1993, n°1, p. 90) est excellente. Elle appelle toutefois quelques remarques complémentaires.

Développement et environnement en Méditerranée... Certes, il ne peut y avoir de développement socio-économique sans énergie. Mais dans le bassin méditerranéen, l'énergie n'est pas seulement le moteur du développement, elle est aussi un des termes fondamentaux des rapports entre les deux rives, Nord d'un côté (de l'Espagne à la Grèce), Sud et Est de l'autre (du Maroc à la Turquie).

Des quelque 700 Mtep (millions de tonnes d'équivalent pétrole) consommés par les pays méditerranéens, 80 % environ sont consommés actuellement par les pays du Nord du bassin (90 % environ il y a 20 ans). Si on exclut la production de charbon (dans les pays du Nord et en Turquie, environ 55 Mtep) et l'électricité primaire (hydraulique, 37 Mtep au Nord, 4,5

Mtep au Sud et Est ; et nucléaire, 94 Mtep au Nord exclusivement), des quelque 280 Mtep d'hydrocarbures (pétrole et gaz naturel) produits, par les pays méditerranéens, 87 % environ sont produits par les pays du Sud et de l'Est du bassin (chiffres de 1990). D'où d'importants courants d'échanges énergétiques entre les deux rives, courants actuellement en train de subir des mutations importantes.

Aujourd'hui, ces échanges sont principalement pétroliers, à raison d'environ 60 Mt/an, alors que les transports de gaz naturel n'en représentent qu'un peu plus du tiers (il ne s'agit là que des échanges strictement intraméditerranéens, à l'exclusion des transports de pétrole traversant la Méditerranée en provenance du Golfe Persique à destination de l'Europe du Nord ou des États-Unis). Or, tant à cause des soucis de diversification d'approvisionnement énergétique que pour des raisons environnementales, on assiste actuellement à une véritable "gazéification" du bassin méditerranéen : les pays traditionnellement consommateurs de gaz naturel augmentent fortement leur consommations, comme l'Italie par exemple, entre autres pour la production d'électricité (centrales à gaz et à cycles combinés). Les pays qui n'étaient pas (ou faibles) consommateurs, comme le Portugal, l'Espagne, la Grèce, la Turquie, l'Égypte, le Maroc, etc., se convertissent progressivement à cette nouvelle source d'énergie, réputée favorable à l'environnement. D'où une forte croissance des consommations, et des échanges intraméditerranéens.

On constate parallèlement un fort développement des interconnexions électriques entre tous les pays méditerranéens.

C'est ainsi que les échanges de gaz pourraient rattraper, puis dépasser, les échanges de pétrole d'ici 2010, et les

échanges d'électricité suivre, bien qu'à moindre échelle évidemment.

Aux liaisons pétrolières maritimes, "souples", viennent donc progressivement s'ajouter tout un réseau de liaisons "fixes" (gazoducs transméditerranéens, chaînes de gaz naturel liquéfié relativement rigides, interconnexions électriques) qui créent, ne serait-ce que par l'ampleur des investissements, de plus en plus souvent "partagés", un véritable maillage de solidarités Nord-Sud à travers la Méditerranée.

Curieusement, cet amarrage énergétique de l'Europe aux rives Sud et Est de la Méditerranée est en train de se produire alors qu'on assiste à une relative "démiterranéisation douce" de l'Europe, avec un recul relatif des exportations et importations hors énergie entre la CEE et les pays du sud et de l'est du bassin méditerranéen, ou, selon la forte image de Henri Regnault, à une "dérive économique" des deux continents.

C'est à l'étude de tels problèmes que se consacre l'"Observatoire Méditerranéen de l'Énergie", que vous citez au début de votre excellente analyse. Analysez que vous terminez en évoquant l'implication essentielle de l'Europe en Méditerranée. Les développements rappelés ci-dessus sont quelques éléments supplémentaires de réflexion pour ce lourd dossier "Développement et environnement : sauver la Méditerranée"... et les Méditerranéens.

Michel Grenon

*Directeur de l'OME,
Sophia Antipolis*

*Collection Problèmes politiques et sociaux, n° 674, La Documentation Française, Paris, février 1992.

Conseil général de l'Oise

Université de technologie de Compiègne

Prix Roberval 1993

**Lauréat du prix Enseignement supérieur :
Chimie industrielle, par Robert Perrin et Jean Scharff (Masson, Paris, 1993)**

Destiné aux étudiants des 2e et 3e cycles de l'enseignement supérieur, universités et écoles d'ingénieurs, cet ouvrage sera également consulté avec profit par les étudiants des IUT et des classes préparatoires. Les ingénieurs et techniciens y trouveront une importante mise à jour des connaissances chimiques n'appartenant pas à leur spécialité.
(cf. *L'Actualité Chimique*, octobre-novembre 1993, p. 94).